

## L'Afrique et le Codesria pour mémoire ! Quels défis pour aujourd'hui ?

**C**réé en 1973, le Codesria commémorera au courant de cette année 2023 le cinquantième anniversaire de sa fondation, notamment lors de sa 16e Assemblée générale programmée en décembre.

Cette rencontre regroupera nombre de facultés et d'organismes de recherche africains ainsi que d'autres participants institutionnels ou individuels et membres associés dont les travaux ciblent le domaine des sciences humaines et sociales consacrées aux études africaines. L'Assemblée générale, qui constitue l'organe suprême de décision de notre organisation, se chargera notamment de déterminer les grandes lignes liées à l'orientation intellectuelle de l'institution et ses programmes prioritaires de recherche. Le Codesria aura pour cela à s'appuyer sur une riche expérience insufflée au cours de ces cinq décennies écoulées par les aînés fondateurs, ainsi que par des centaines de chercheurs, dont certains ne sont malheureusement plus de ce monde et à qui nous ne manquerons pas de rendre l'hommage qu'ils auront largement mérité. Il s'agira de ne pas perdre de vue que durant ce demi-siècle d'existence, le Codesria et ses institutions partenaires auront largement été représentés sur la scène des savoirs, à propos et autour de l'Afrique, et cela, par leurs rencontres scientifiques sur les thèmes les plus variés et souvent innovants, ainsi que par l'édition

**Hassan Remaoun**

Socio-historien,  
Oran, Algérie

d'un grand nombre de livres et articles de revues, publiés en plusieurs langues de travail usitées dans le continent et disséminés en Afrique et ailleurs. Ces activités auront pour beaucoup contribué à fédérer, à travers notre espace de prédilection ou même ailleurs, et à démultiplier les compétences susceptibles d'éclairer le devenir de l'Afrique et des sociétés qui la composent. Il s'agira au cours de cette 16e Assemblée générale de revenir sur le passé de notre continent non à des fins contemplatives et narcissiques, mais pour comprendre le chemin parcouru depuis que nous sommes retrouvés absorbés à travers les conditions que nous savons dans le tourbillon d'un système de domination et d'universalisation centré sur le nord de la planète, réduisant ainsi notre espace de vie à une vaste périphérie d'une histoire qui donnait l'impression de se jouer ailleurs.

Il faudra aussi analyser comment, loin de constituer un corpus amorphe et docile envers le système de domination qui enserrait le monde dès la phase de première colonisation allant du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour se généraliser

avec l'émergence du système impérialiste à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique a toujours constitué un centre de résistance et même d'élaboration de contre-projets ciblant l'accès à un monde plus juste. De nos jours, ce processus d'ensemble semble rebondir avec les changements politiques touchant notre continent et qui révéleraient qu'une nouvelle étape serait en train de poindre à l'horizon. Cette 16e Assemblée générale devra se saisir de l'occasion pour réfléchir aux nouvelles tâches et objectifs qui permettraient au Codesria et à ses partenaires d'aider à expliciter ce nouveau vécu en contribuant à en préciser les perspectives.

### L'émergence du système colonial

On sait depuis Marx notamment et son œuvre *Le Capital* comment la première colonisation a constitué l'un des moyens privilégiés de la phase d'accumulation primitive du capital, aux côtés des processus, en Europe même, d'expropriation de la population campagnarde et du système des dettes publiques. On peut lire ainsi dans la 8<sup>e</sup> section du livre I du *Capital* :

«La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage des Indes orientales et

la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive du capital qui signalent l'ère capitaliste à son aurore; aussitôt après éclate la guerre mer-cantile; elle a le globe entier pour théâtre.»

Marx pouvait préciser plus loin :

«De nos jours, la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, mais à l'époque manufacturière proprement dite, c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle. De là le rôle prépondérant que joua le régime colonial.» (Marx 1969:1960)

Le passage à la phase de l'impérialisme a lui-même fait l'objet de larges débats, notamment à travers les thèses de Lénine et celles de Rosa Luxemburg. Nous nous contenterons ici de signaler que l'impérialisme, qui apparaît comme une généralisation du système colonial avec prédominance du processus d'exportation des capitaux, semble émerger et devenir dominant à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec comme points de repère la crise capitaliste de 1873 et le partage du monde, qui s'accélère en 1884-1885 avec le dépeçage de l'Afrique lors de la conférence de Berlin, en se poursuivant dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec notamment les deux guerres mondiales.

Les peuples du sud de la planète vont bien sûr imaginer des formes de résistance à cette suprématie dont le nord de la planète va bénéficier, en usant pour les asservir toujours plus, et ce, dès les débuts de l'économie de traite et du commerce triangulaire.

En fait, si l'esclavage constituait une pratique qui vit le jour très tôt dans l'histoire, et ce, à l'échelle de l'humanité, l'Afrique n'en

deviendra sans doute la source d'extorsion privilégiée qu'à partir de l'émergence, au cours du Moyen Âge, d'une traite orientale, marquée notamment, dans l'Empire abbasside de la seconde moitié du IX<sup>e</sup> siècle, par la révolte des Zandj du Bas-Irak. L'usage massif à des fins productives commencera cependant avec, depuis la fin du Moyen Âge et le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec un top aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la traite occidentale liée à l'accumulation primitive du capitalisme. Il s'agissait du fameux commerce triangulaire qui inaugura le pillage de l'Afrique, en premier lieu dans le domaine des ressources humaines. Cette période fut bien entendu marquée par des révoltes, dont la plus célèbre à Saint-Domingue en 1791, à l'origine de la première République noire, sera dirigée en Haïti par Toussaint-Louverture (1801-1802). Le joug colonial en Afrique allait cependant s'accroître, atteignant son paroxysme avec la tenue de la conférence de Berlin (1884-1885). En fait, des puissances européennes avaient longé les côtes africaines dès les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, y installant des enclaves à partir des XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles comme celles instaurées par les Portugais aux îles du Cap-Vert ou à São Tomé-et-Príncipe, celles des Hollandais avec les possessions des Boers en Afrique du Sud. Ils seront suivis par les Français et les Anglais en Égypte (à partir de 1797), ainsi que, toujours par les Français, en 1830 en Algérie, puis en Tunisie en 1881 et au Maroc en 1918.

C'est la rencontre de Berlin qui allait vraiment mobiliser toute l'Europe en vue du dépeçage de l'Afrique. Tout le continent sera bientôt convoité et ses territoires répartis entre la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, la Belgique,

l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne (pour de courtes périodes, il est vrai, pour ces deux dernières).

### Les premières actions de résistance à la colonisation

Si l'origine du traité esclavagiste occidental remonte au moins au XV<sup>e</sup> siècle avec les Portugais comme précurseurs, l'occupation directe des territoires va s'étendre progressivement avant de connaître une accélération au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Après une phase d'exploration et de reconnaissance des territoires à travers notamment les pistes fluviales, la conférence de Berlin va réellement lancer la course au dépeçage de l'Afrique. S'il apparaît que jusqu'en 1876 les Européens n'occupaient qu'environ 10 % du territoire africain, il ne leur faudra désormais que quelques années pour faire main basse sur le continent. Selon des chiffres repris par des auteurs, entre 1884 et 1900, le territoire colonial allait désormais se répartir comme suit :

- l'Angleterre, 3,7 millions de miles carrés avec une population de 57 millions d'habitants, notamment en Afrique australe, au Nigeria, au Kenya et au Ghana;
- pour la France, 3,6 millions de miles carrés avec 36,5 millions d'habitants, englobant le Sénégal et l'Afrique du Nord, mais aussi la Côte d'Ivoire, le Sahel, et en Afrique équatoriale, et à Madagascar;
- pour l'Allemagne, 1 million de miles carrés avec 14,7 millions d'habitants, dans des pays comme le Cameroun, le Sud-Ouest africain et le Tanganyka (actuelle Tanzanie);

- pour la Belgique, 900 000 miles carrés avec 30 millions d’habitants. Bien sûr, le bassin du Congo, et le Rwanda-Burundi;
- et enfin, le Portugal, 800 000 miles carrés et 9 millions d’habitants. Le Cap-Vert et la Guinée-Bissau, São Tomé-et-Príncipe et, bien entendu, l’Angola et le Mozambique.

Ce à quoi il faudra ajouter les tentatives italiennes dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans des pays tels que : Libye, la Somalie, l’Érythrée et l’Éthiopie. Après les défaites allemande et italienne lors des guerres mondiales, leurs possessions seront disséminées autrement.

Cette colonisation du continent qui transitera par plusieurs étapes sera, bien entendu, jalonnée de massacres, de génocides et autres actions répressives, dont témoignent, depuis le commerce triangulaire, le Code noir promulgué en 1685 par le roi de France Louis XIV (et étendu ensuite à toutes les Antilles et à la Louisiane), le Code de l’indigénat expérimenté en 1881 en Algérie, et généralisé par les Français en 1887 à toutes les colonies, et le travail forcé, sans oublier, bien entendu, le système de l’Apartheid, en Afrique du Sud, mais aussi ailleurs.

Les populations africaines n’accepteront jamais un pareil système de domination et d’exploitation, comme en témoignent les nombreuses révoltes suscitées contre les Européens et leurs corps expéditionnaires, avec bien entendu, en retour, la chasse et l’extermination des populations, à travers notamment la destruction de leurs ressources et la confiscation de leurs terres agricoles et de parcours.

Les Africains s’appuyaient pour l’essentiel sur les structures pré-capitalistes, telles que les tribus et parfois les proto-États plus ou moins constitués, la référence à l’idéologie religieuse, qu’elle soit d’origine ethnique ou d’origine islamique avec les réseaux confrériques.

Ces résistances et les conséquences qu’elles engendrèrent pour le continent ont pour l’essentiel été abordées et analysées dans des ouvrages, écrits ou dirigés, qu’on retrouvera dans la bibliographie qui clôturera ce texte. Nous nous contenterons donc ici de reprendre une recension non exhaustive établie par Elikia M’bokolo<sup>1</sup>.

Principales insurrections et révoltes en Afrique noire à l’âge de l’impérialisme :

- 1881 : Insurrection du Mahdi au Soudan
- Insurrections des Baoulé en Côte d’Ivoire (1881-1882)
- 1885 : Insurrection de Mamadou Lamine au Sénégal
- 1887 : Au Nigeria, capture de Jaja suivie de sa déportation
- 1889-1991 : Soulèvement contre les Portugais au Mozambique
- 1892 : Béhanzin contre les Français au Dahomey (Bénin)
- 1893 : Guerre anglo-ndebele en Rhodésie du Sud (Zimbabwe)
- 1895 : Les Français maîtres de Madagascar
- 1896 : Guerre d’indépendance en Rhodésie du Sud
- 1897 : Le royaume de Nupe (Nigeria) en guerre contre les Anglais
- 1898 : Nouveau soulèvement du Mahdi au Soudan
- 1899 : Insurrection dans les Somalies
- Insurrection au Niger
- 1900 : Mort de Rabah au Niger
- Révolte achanti en Côte-de-l’Or (Ghana)

- 1903 : Révolte des Azande et Mandja en Afrique centrale
- 1904 : Insurrection du Sud-Est malgache Tanganyika, insurrection Maji-Maji (Tanzanie)
- 1905 : Révolte zouloue au Natal
- Révolte des Hereros en Afrique du Sud-Ouest (Namibie)
- 1908 : Insurrection en Côte d’Ivoire
- 1911-1915 : Mouvement ovembo en Angola du Sud
- 1909-1914 : « Pacification » de la Côte d’Ivoire
- 1912 : Soulèvements au Cameroun
- 1911-1917 : Résistance tutsie et hutue au Ruanda et en Urundi (Rwanda et Burundi)
- 1914-1918 : Révolte des Holli et Somba au Dahomey et au Togo
- 1927-1931 : Révolte des Baya en Oubangui-Chari (Centrafrique)
- 1931 : Révolte de l’Urundi (Burundi) et des Pende au Congo belge

Sans vouloir tout réduire à l’héroïsme individuel, celui des chefs notamment ayant dirigé des insurrections, on devra ici rendre hommage au guerrier zoulou Tchaka (1787-1828) qui avait galvanisé la résistance contre les Boers, mais aussi aux rôles du Mahdi (1844-1885), de Mamadou Lamine au Soudan (1840-1887), de Jaja au Nigeria (1821-1891), de Béhanzin au Dahomey (1845-1906), ou de Rabah au Soudan, au Nigeria (Bornou) et dans le Niger (1842-1900) et de quelques autres, tels El Hadj Omar (1796-1864) dans le Mali et le Haut-Niger, et Samory Touré (1830-1900), dans une région entre la Guinée, le Mali et la Côte d’Ivoire.

Nous nous permettrons de compléter au moins partiellement ces indications en rappelant pour l’Afrique du Nord les faits de résistance qui s’étaleront tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle en Algérie (dirigés notamment par l’émir Abdelkader, puis El Mokrani et

Cheikh El Haddad, mais aussi en Égypte, en Tunisie, en Libye avec Omar al-Mokhtar ou les Senouci et au Maroc avec, en particulier, l'insurrection du Rif dirigée par Abdelkrim. Toutes ces formes de résistance s'appuyaient cependant pour l'essentiel sur les structures traditionnelles, même lorsqu'elles essayaient parfois d'innover en tentant de bâtir des structures étatiques. Des événements et changements internationaux d'importance majeure vont toute-fois sillonner la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et donner naissance à de nouvelles formes de lutte.

### **Les changements mondiaux et les nouvelles formes de lutte : le combat politique à l'ère de Bandung et de la première décolonisation**

Les formes traditionnelles de résistance, qui auront démontré la vitalité de la résistance que recèle le continent, ne viendront pourtant pas à bout de la pénétration coloniale qui, au contraire, va se démultiplier avec l'expansion des modes d'exploitation capitaliste. Ces derniers vont articuler la férocité dans l'expropriation des producteurs agraires et la mise en œuvre du travail forcé à la consolidation d'une nouvelle division internationale du travail basée sur le pacte colonial : le sud de la planète étant cantonné à la production de matières premières et produits agricoles, tandis que le nord dominateur gardera le monopole de la production industrielle et de l'innovation technologique. Parallèlement aux voies fluviales désormais largement explorées, va ainsi voir le jour un réseau de routes et de voies ferrées permettant l'accès aux ports qui voient le jour dans le sillage colonial pour relier les « périphéries » africaines aux

métropoles européennes, la main-d'œuvre étant fournie par les Africains au prix de la perte de centaines de milliers de personnes qui mourront d'épuisement ou succomberont à des maladies.

La spécialisation et la monoproduction agricole ou minière vont se généraliser, comme ce fut le cas pour le Togo et le Nigeria, avec la production d'huile de palme, ainsi que de la Gambie et du Sénégal pour les arachides, la Côte-de-l'or (Ghana) et la Côte d'Ivoire pour le cacao. En 1938, l'Afrique produisait 97,8 % des diamants du monde, 45,5 % de l'or, 75 % du cobalt, 37,6 % du manganèse, 40 % du chrome, 33,3 % du vanadium, 21,3 % du cuivre et 12,5 % de l'étain. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne aura par ailleurs été approvisionnée par l'Afrique pour 80 % de la bauxite importée, 87 % du caoutchouc, 80 % du minerai de fer et plus de 75 % du tungstène<sup>2</sup>.

Peu à peu, les populations à l'origine de ces productions matérielles vont, à leur corps défendant, s'initier à l'activité syndicale et politique, le tout étant favorisé par des changements induits à l'échelle mondiale telles les deux Guerres mondiales — qui verront la mobilisation de centaines de milliers de personnes et peut-être de millions pour les besoins des conflits puis de la reconstruction en Europe même —, la Révolution russe de 1917, qui ébranlera le cours du monde, ou encore la diffusion d'idées liées au socialisme, au panafricanisme ou au panarabisme.

Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, la conscience nationale en Afrique, qui jusqu'ici semblait encore souvent latente, va connaître une poussée d'accélération avec d'importantes révoltes qui

occasionneront des massacres, par les armées coloniales, de dizaines de milliers de personnes. Parmi les plus notoires, le cas en Algérie en mai 1945 où s'affirmaient des organismes politiques tels le Parti du peuple algérien (PPA) ou les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML), en 1947 à Madagascar où s'activait le Mouvement national pour l'indépendance (MNIM), et encore, à partir de 1952-1953, au Kenya où l'action de l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), avec Jomo Kenyatta, interagit avec la révolte des Mau-Mau.

Durant les mêmes années et alors que commence à s'affirmer la politique d'apartheid en Afrique australe, imposée par les minorités d'origine européenne, un nouveau dynamisme national semble s'exprimer avec l'émergence du Rassemblement démocratique africain et de partis proches en Afrique occidentale, du parti Bataka ougandais, du parti de la Convention du peuple du Ghana, ou encore de nombreux groupes communistes et autres se situant sur la gauche de l'échiquier politique. La phase des guerres de libération va aussi commencer à prendre forme, d'abord au Maghreb, et notamment le 1<sup>er</sup> novembre 1954 en Algérie avec le Front de libération nationale (FLN), puis à partir de 1955 au Cameroun avec l'Union des populations camerounaises, pour s'étendre plus tard aux colonies portugaises. Cette flambée va ébranler la colonisation, qui tente une opération d'indépendance octroyée et « sous surveillance » en 1958-1960, parfois combattue, comme ce fut le cas pour les Guinéens avec Sékou Touré et les Maliens avec Modibo Keita. Dans les anciennes possessions britanniques, le processus a déjà commencé avec des pays comme l'Égypte, où émergera à partir

de 1952, et encore plus de 1956, la personnalité de Nasser; il atteindra en 1959 le Ghana dirigé par Kwame Nkrumah, continuant en 1960 au Nigeria avec Azikiwe et en 1961 au Tanganyika (future Tanzanie) avec Julius Nyerere, puis en 1963 au Kenya, ainsi que dans d'autres pays. Il s'agira de ne pas perdre de vue aussi les assassinats du Congolais Patrice Lumumba en 1960 ou du Camerounais Félix Moumié en 1961 et les longues luttes qui mèneront à des indépendances plus tardives dans les colonies portugaises et en Afrique australe.

Malgré des coups d'État qui perturberont les projets progressistes issus des mouvements nationaux et des luttes d'indépendance, on pourra dire que l'Afrique aura durant cette période accompli des progrès remarquables qui devront beaucoup aux vainqueurs de Diên Biên Phu en Indochine (en mai 1954), et aux architectes en avril 1955 de la conférence de Bandung, qui marquera une ère nouvelle pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Celle-ci pourra, de manière instable, se poursuivre jusqu'aux années 1970, avec le IV<sup>e</sup> Sommet de la conférence des non-alignés qui se tient en septembre 1973 à Alger, qui a vu la participation de 75 États et de différentes organisations, mais aussi avec, la même année, la Guerre d'Octobre au Moyen-Orient et l'envol qui s'ensuivra des cours des matières premières. À signaler aussi, l'accès de la Chine populaire à l'ONU en 1971, ainsi que la mémorable 29<sup>e</sup> Assemblée générale ouverte en 1974. Caractérisée par un discours du leader palestinien Yasser Arafat ainsi que par la revendication clairement énoncée par les non-alignés d'un nouvel ordre économique mondial. Évidemment, de grande importance aussi, à cette occasion, l'expulsion de l'enceinte

des Nations unies du représentant du régime d'apartheid en Afrique du Sud, mesure qui contribuera à son effondrement final avec, en 1994, l'élection à la présidence de la République de Nelson Mandela.

L'évolution d'ensemble est loin cependant de s'avérer irréversible, comme l'annonce dès septembre 1973 le putsch organisé contre le régime progressiste d'Allende au Chili, l'assassinat la même année à Conakry de Amilcar Cabral et, plus tard, dans les années 1980 et 1990, celui de Thomas Sankara (en 1987), le génocide du Rwanda (1994) et la deuxième guerre du Congo (1998-2003), avec entre-temps, à la jointure des années 1980 et 1990, l'effondrement de l'URSS, la tentative dans les années 1990 de déstabilisation en Algérie, et celle, réussie à partir de 2011 en Libye (et un assassinat encore, celui de Kadhafi), avec extension en Syrie et à toute la zone sahélienne.

C'est cependant de cette dernière région que semblent, depuis les années 2020, jaillir de nouveaux développements. Avec quels défis pour le Codesria ?

### **L'Afrique et le Codesria aujourd'hui : nouveaux enjeux, nouveaux défis à relever**

Si, dès l'expression des premières formes de résistance à la colonisation, depuis l'émergence des mouvements nationaux sous leur forme moderne et l'accès aux indépendances, l'Afrique sem-ble, au-delà de certains désenchantements et pour l'essentiel, aller de l'avant, elle l'a fait, comme nous venons de le parcourir, de façon non linéaire et, pourrait-on écrire à la suite des cycles de Vico, comme une sorte de progression en colimaçon, plus précisément en cycles. Si tel est le cas, les

questions qui peuvent se poser à nous seraient de deux ordres que l'on pourrait énumérer ainsi :

1. Nous avons cru déceler une période de reflux ou au moins de tassement des luttes émancipatrices liées au cycle, disons inauguré par Bandung et les premières indépendances dans le continent. Le summum de la combativité aurait été atteint entre les mobilisations des années 1970 et l'effondrement du régime d'apartheid au début des années 1990 en Afrique du Sud. La dimension économique et la chute du cours mondial des matières premières, c'est-à-dire la réactivation du pacte colonial dans les années 1980, auront certainement joué un rôle important dans ce phénomène de repli, lié à un nouveau rapport des forces plutôt favorable au système international érigé par les dominants depuis les débuts de l'ère coloniale. Pour en venir au fait de cette première question, sommes-nous, au début des années 2020, au début d'un nouveau processus particulièrement favorable aux mobilisations émancipatrices en Afrique ? La confrontation en Europe, qui a vu le jour avec le conflit armé ayant choisi comme terrain d'expression le sol ukrainien, le dynamisme qui semble insufflé par l'émergence des Brics, la combativité des pays exportateurs d'hydrocarbures, et l'ébullition contestatrice qui pointe en Afrique et ailleurs dans le tiers-monde (ou « Sud global » ?), en seraient parmi les principaux indicateurs ;
2. Le deuxième ordre de questionnement porterait, quant à lui, plus particulièrement sur ce qui, dans ce contexte, serait attendu du Codesria et de ses partenaires, d'autant

plus que cette 16<sup>e</sup> Assemblée et ce cinquantième anniversaire coïncideraient avec les nouveaux changements qui s'annoncent, aussi bien en Afrique qu'à l'échelle du monde où nous vivons. Il s'agirait, pour aller droit au but, de mobiliser largement notre potentiel d'investigation scientifique dans l'accompagnement du processus qui semble émerger. Il ne s'agira pas ici de détailler pour cela des objectifs, ce qui ne pourra se faire que dans le cadre des débats de la communauté scientifique concernée par les activités du Codesria et l'avenir de notre continent. Il faudra cependant revenir sur des thématiques, même parfois galvaudées, en apparence du moins, mais sur lesquelles il faudra projeter des regards novateurs et pertinents. Le problème serait moins de trancher entre des approches privilégiant le «nativisme» et le regard «par en bas», ou l'universalisme censé être celui du savoir scientifique, car les deux optiques peuvent être marquées à la fois de travers et de fécondité. S'il est vrai que le savoir accumulé jusqu'ici en Occident peut être entaché de tares liées à l'origine coloniale et occidentalocentriste, il s'est déployé aussi dans un contexte dialectique et contradictoire, nous offrant beaucoup de ressources pour éclaircir notre passé et notre présent. S'il est aussi vrai que seule une société donnée peut mettre en œuvre à travers ses élites tout le potentiel nécessaire pour s'auto-connaître et opérer des choix décisifs pour l'accès à l'avenir,

le renfermement parfois induit sur soi-même peut, comme cela s'est parfois avéré dans le passé, être porteur de dérapages idéologiques désastreux et mener à de graves déboires si ce n'est à des impasses pour le devenir historique.

En tous les cas, il s'agira assurément de revisiter pour aujourd'hui les notions d'impérialisme et de domination, de colonial, de post-colonial et de décolonial, d'unipolarité, de néocolonial, et de multipolarité, de mondialisation et de globalisation de nations, de société civile, de société politique, de classes sociales, d'États et d'institutions nationales, pour nous cantonner à ces items.

Qu'est-ce qu'on pourrait ajouter en guise de conclusion à cet exposé relativement succinct, et sans se répéter, sinon que ce ne sont là que des propositions qui mériteraient d'être confrontées à celles de tous nos collègues? L'essentiel étant d'apporter notre contribution, en tant que scientifiques, pour aider l'Afrique à progresser dans le contexte planétaire nouveau qui semble poindre à l'horizon!

## Notes

1. Cette chronologie se trouve dans l'ouvrage de M'Bokolo, E., *Afrique noire, Histoire et civilisations*, tome II, p. 299 et p. 409, et est reprise dans M. Ferro (dir.), 2003, *Le Livre noir du colonialisme*, Paris, Robert Laffont, p. 623-624.
2. Savéliév et Vassiliév, p. 61 et suivantes. On pourra se référer aussi au travail plus fouillé concernant les anciennes colonies françaises, de Suret-Canale, Jean, *Afrique noire*, trois volumes (1961, 1971 et 1972), Paris, Éditions sociales.

## Bibliographie

- Barro, A. A., 2010, «Coopération scientifique et débat sur les "sciences sociales africaines" au Codesria», *Cahiers de recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 9.
- Coquery-Vidrovitch, C., 1985, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, Payot.
- Ferro, M. (Dir.), 2003, *Le Livre noir du colonialisme XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont.
- Hachi, S., H. Remaoun, F. Soufi, M. Haddab (Éds), 2015, *Entreprise coloniale et luttes de libération en Afrique*, Alger, Éditions du CNRPAH.
- M'Bokolo, E. (Éd.), 1993, 1995, *Afrique noire. Histoire et civilisations*, deux volumes, Paris, Hatier-Aupelf.
- Marx, K., 1969, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales.
- Saveliev, V., 1965, *Histoire de l'Afrique*, traduit du russe, Moscou, Éditions du Progrès.
- Suret-Canale, J., 1961, 1964, 1972, *Afrique noire*, trois volumes, Paris, Éditions sociales.